

Claude Bergeron, Charles-Philippe David, Michel Fortman, William George, *Les choix géopolitiques du Canada. L'enjeu de la neutralité*, Montréal, Éditions du Méridien (Études stratégiques), 1988, 280 p.

Bruno Munier

Numéro 15, hiver 1989

Paradigmes et scientificité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040632ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040632ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Munier, B. (1989). Compte rendu de [Claude Bergeron, Charles-Philippe David, Michel Fortman, William George, *Les choix géopolitiques du Canada. L'enjeu de la neutralité*, Montréal, Éditions du Méridien (Études stratégiques), 1988, 280 p.] *Politique*, (15), 146–149. <https://doi.org/10.7202/040632ar>

Claude Bergeron, Charles-Philippe David, Michel Fortman, William George, *Les choix géopolitiques du Canada.*

L'enjeu de la neutralité, Montréal, Éditions du Méridien (Études stratégiques), 1988, 280 p.

Le débat canadien sur la politique de défense a mis clairement en évidence qu'il n'existait pas, apparemment du moins, de consensus à ce propos, (une majorité de citoyens étant favorables à la préservation de nos alliances tandis qu'une fraction de la population, remet en question le rôle du Canada au sein de l'OTAN et de NORAD). Le présent ouvrage vient donc à propos pour illustrer et éclairer les enjeux de la politique de défense, ainsi que les options possibles et leurs conséquences.

Les choix géopolitiques du Canada est un livre qui fait suite à une conférence réunissant universitaires, diplomates et militaires au Collège militaire royal Saint-Jean, en avril 1987, pour débattre du thème: «le Canada et la neutralité militaire». Il constitue un recueil des textes présentés à cette occasion.

Cette formule offre l'avantage de présenter une certaine diversité dans les analyses et opinions exprimées; en revanche, on remarque parfois un certain manque de coordination entre les différents textes. Il faut souligner qu'une très importante partie des textes est rédigée en anglais, limitant de ce fait le plein accès du livre aux seuls bilingues.

L'ouvrage se subdivise en six parties, respectant très exactement la structure de la conférence. En tout, dix-sept textes rédigés par des auteurs d'horizons parfois fort différents composent la substance. Ce livre expose un ensemble d'analyses aux sensibilités parfois fort différentes vis-à-vis du thème autour duquel s'articule le débat: l'enjeu de la neutralité. L'exposé de cette différence constitue aussi certainement la principale richesse de l'ouvrage.

La première partie explore les dimensions conceptuelles, théoriques et juridiques de la neutralité, afin de définir avec plus de précision l'objet exact du débat. Dans un premier temps, John Sigler présente les différentes approches théoriques, l'option retenue par chacune d'elles, et le système de valeur dont elles procèdent. Certes très académique, cet exercice éclaire toutefois utilement le débat très concret concernant le choix des options politico-militaires s'offrant au Canada.

Messieurs Korany et Young insistent aussi sur les différences entre le concept de neutralité (dont le caractère est essentiellement

juridique) et celui de non-alignement (concept politique «relié au contexte actuel de dissuasion nucléaire»). Ils soulignent ainsi que ce dernier s'adapte mieux à la réalité du débat canadien.

Si la seconde partie, concernant l'expérience des pays neutres européens, ne nous présente qu'un seul texte (escamotant quelque peu le débat), celui-ci constitue toutefois une présentation fort intéressante des diverses expériences européennes (quoique principalement axée sur le cas autrichien). Après avoir dégagé les conditions régissant l'accession à la neutralité, et considérant la spécificité géostratégique du Canada, l'auteur (W. Danspeckgruber) conclut que la neutralité n'est pas une option viable pour ce pays.

Intitulée «le concept de neutralité et la politique étrangère du Canada», la partie suivante situe très concrètement le débat sur la véritable question: le Canada et ses alliances. Insistant sur le fait que la politique de défense canadienne a toujours répondu au principe de sécurité collective pour préserver un système international favorable, et convaincu que l'équilibre militaro-stratégique garantit la sécurité internationale, John Holmes estime que le Canada doit poursuivre ses engagements. Si, globalement, Messieurs Painchaud et Ignatieff partagent aussi ces sentiments, le dernier émet toutefois l'idée d'une multilatéralisation de NORAD afin d'alléger les contraintes qu'impose ce type d'alliance bilatérale. A contrario, Stephen Clarkson remet en question l'efficacité de la sécurité collective, qu'il perçoit comme source de tension.

La quatrième partie, qui fait place à la perspective militaire, laisse aussi entrevoir certaines divergences. En effet, tandis que certains soutiennent que la neutralité coûterait plus cher au Canada (un État neutre doit offrir des garanties), et que les intérêts nationaux et l'influence d'Ottawa sur Washington sont mieux préservés dans le cadre actuel des alliances (lieutenant-colonel Bland et madame Cannizzo), le major-général Johnson estime cependant que le Canada a suffisamment investi dans l'OTAN et NORAD, alors que celles-ci servent principalement les intérêts américains.

La «réaction des alliés face à la neutralité canadienne» donne un nouvel et fort intéressant éclairage au débat, notamment sur les conséquences d'une neutralité canadienne. Les trois auteurs (deux Européens et un Américain) sont unanimes pour considérer que cette

option ne pourrait contribuer à renforcer la sécurité du Canada, bien au contraire. Ils font aussi remarquer que l'adoption d'une politique de neutralité ne serait certainement pas sans conséquences politiques et économiques pour le Canada dans ses relations avec ses partenaires américain et européens. Toutefois, en ce qui concerne le rôle du Canada au sein de l'OTAN, et sa présence en Europe, certaines nuances dans l'appréciation des auteurs sont perceptibles; à ce propos Gérôme Paolini, s'étonnant de ce que le Canada n'ait pas cherché jusqu'ici à s'affirmer en tant que puissance maritime, estime que l'acquisition de sous-marins nucléaires conférerait au Canada la possibilité d'un recentrage régional de sa politique de défense (axée alors principalement sur le continent nord-américain et les trois océans) nullement nuisible, selon lui, à l'OTAN.

Enfin, dans la dernière partie intitulée «l'option de la neutralité militaire», Geoffrey Pearson et le général Thériault estiment, pour des raisons géopolitiques et historiques évidentes, que le Canada ne peut sortir de ses alliances; pour monsieur Vaillancourt, toutefois, il est surtout impératif de rechercher une plus grande autonomie vis-à-vis des États-Unis.

Si cet ouvrage expose une «brochette» d'analyses parfois contradictoires et souvent divergentes, la plupart des auteurs se retrouvent pour rejeter l'idée d'une neutralité canadienne comme une utopie dangereuse. C'est peut-être là sa principale contribution.

Bruno Munier
Institut canadien pour la paix
et la sécurité internationale